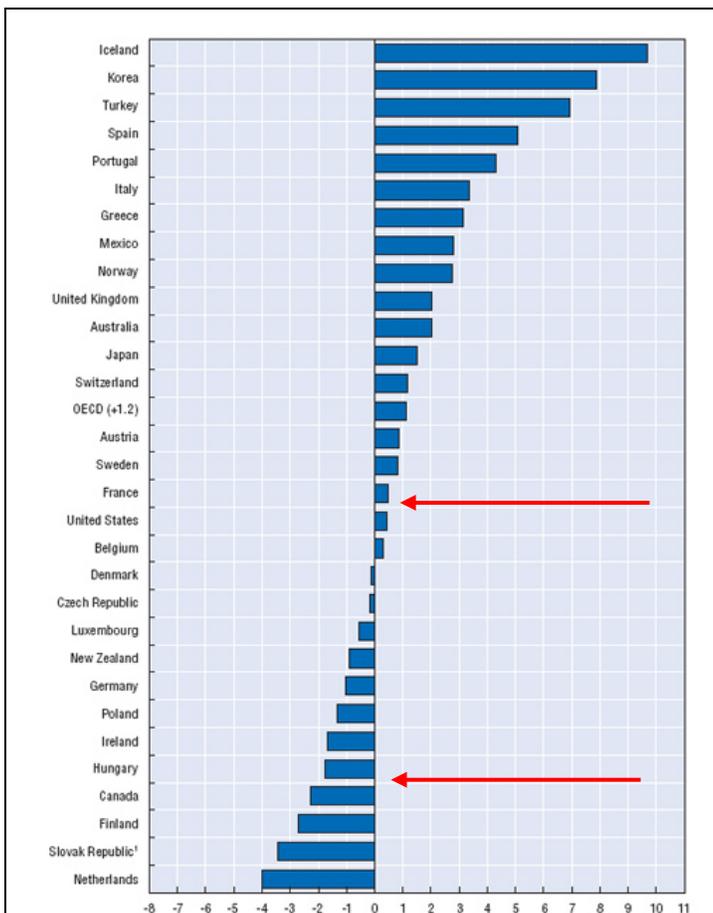


## Pour se libérer du capital financier et un budget de plein emploi écologique **Une réforme fiscale de 15 milliards \$**

L'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS), dans un document donné en référence sur le site de [Couragepolitique.org](http://Couragepolitique.org), fait d'excellentes suggestions à court terme basées sur toute une série de récentes demandes de mouvement social malheureusement oubliées avec la venue de la crise économique qui pourtant les rend encore plus pertinentes. Il suggère sept milliards \$ de nouveaux investissements sociaux dont deux pour la santé, un peu plus pour l'éducation, un peu moins d'un milliard pour la construction de 50 000 logements sociaux, ce que Québec solidaire avait repris du FRAPRU dans sa plate-forme électorale de 2008 (IRIS, « [D'où vient la "crise" des finances publiques](#) », mars 2008, pages 6-7).

Ces nouveaux programmes qui s'ajouteraient à la suppression anticapitaliste du déficit pour se libérer du pouvoir de la finance — et à une reconfiguration écologique des programmes d'infrastructures afin de donner la priorité au transport collectif, à l'efficacité énergétique et à l'éolien — nécessiterait une vingtaine de milliards \$ de nouveaux revenus. Comme une modeste reprise, que ces dépenses susciteraient, pourrait en fournir peut-être jusqu'à cinq milliards \$, resterait une pression fiscale supplémentaire d'une quinzaine de milliards \$ ou un peu plus. À l'époque des « trente glorieuses », alors que la production de la richesse par personne était de deux à trois fois moindre qu'aujourd'hui ([L'Observateur économique canadien : supplément statistique historique](#), tableau 1.6, colonne 5), on avait trouvé la marge fiscale nécessaire pour financer une augmentation drastique des investissements sociaux. L'erreur monumentale de la génération soixante-huitarde a été d'avoir ménagé le « un pourcent » en lui empruntant son capital oisif au lieu d'aller le chercher par l'imposition, donnant ainsi au capital financier une porte d'entrée pour initier sa contre-offensive néolibérale.



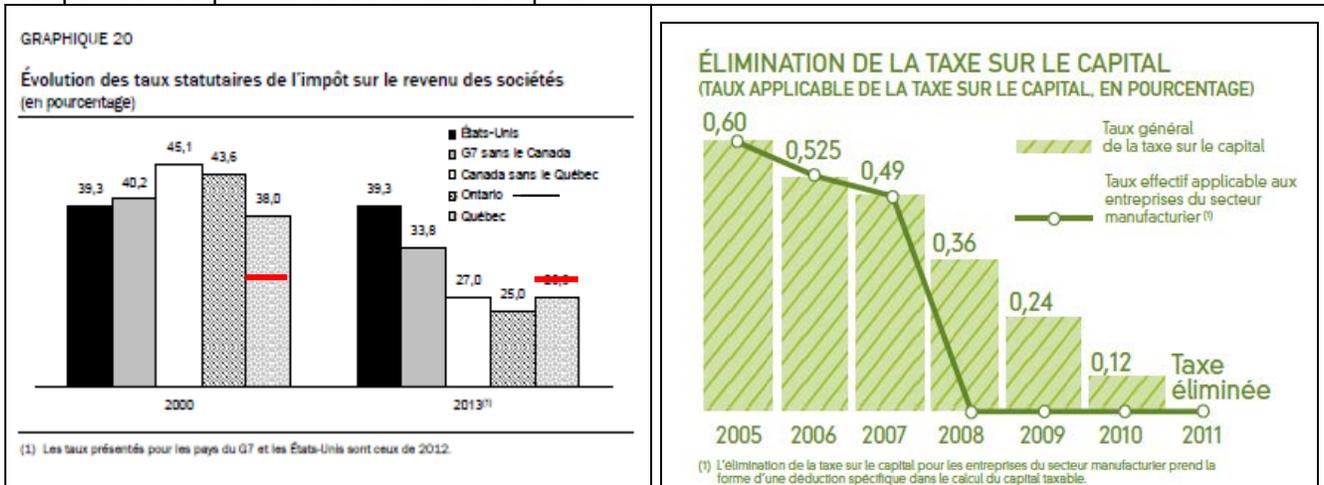
Graphique E. Variations du niveau d'imposition (en points de pourcentage du PIB) (page 44), 1995-2007

OCDE, [Statistiques des recettes publiques 1965-2008 : Édition 2009](#)

Le Canada est un des pays de l'OCDE qui a le plus réduit son niveau d'imposition depuis 1995. On remarque que ce n'est pas du tout le cas des ÉU. C'est là l'effet fiscal de l'ALÉNA que le gouvernement Conservateur vient tout juste de renforcer en ouvrant la porte des marchés publics des provinces et des municipalités avec l'appui du gouvernements du Québec. ([Le Devoir](#), 12/02/10) sans compter la conclusion de l'Accord sur le commerce intérieur en octobre 2009 ([Le Devoir](#), 15/10/09)

L'IRIS, dans l'étude déjà citée, affirme que « en ne tenant compte que des baisses de l'imposition générale des particuliers depuis 2000 et de deux catégories de déductions fiscales consenties principalement aux plus fortunés, on constate que l'État québécois se prive chaque année de 9,8 milliards\$ en revenus (je souligne). Il s'agit là d'une marge de manœuvre appréciable, et elle ne prend même pas en considération les baisses d'impôt consenties aux entreprises. » (page 6)

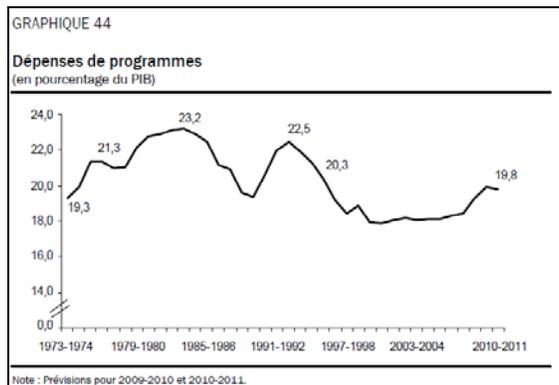
Pourtant les baisses d'impôt aux entreprises depuis 2000 ne sont pas négligeables, que ça soit l'impôt sur les profits ou celui sur le capital :



Budget 2010-2011 - Consultations prébudgétaires , [Des finances publiques saines pour protéger nos valeurs et Profil économique et financier du Québec, 2009](#)

En 2013, le Québec aura réduit de 30% son taux statuaire d'imposition des profits par rapport à l'an 2000 et il aura fait disparaître l'imposition du capital. À noter encore une fois que les entreprises étasuniennes sont davantage imposées sans que leur niveau d'imposition n'ait été réduit. Bien sûr, on notera aussi qu'au Canada en dehors du Québec, la réduction de l'imposition des profits aura été encore plus drastique qu'au Québec. Que faire alors ? S'attacher au train canadien conduit par la locomotive albertaine ou s'en détacher.

Il y a donc amplement de marge de manœuvre pour aller chercher de 15 à 20 milliards \$ en impôts supplémentaires, ce qui représente entre cinq et sept points de pourcentage du PIB québécois. Cette hausse des revenus correspondrait à un niveau de 23 à 25% du PIB, ce qui est l'ordre de grandeur des dépenses de programme du gouvernement québécois lors de la sévère crise économique du début des années 80 en prenant pour acquis que cette fois-ci on se libèrerait de l'emprise du capital financier en le taxant au lieu de lui emprunter :



Ainsi serait-il possible d'avoir les moyens financiers d'un plan d'urgence anti-crise dans l'intérêt du prolétariat tout en se libérant de l'emprise des pompiers-pyromanes, ce qui donne un tout autre sens à « l'équilibre budgétaire ». Québec Inc. et Canada Inc. accepteraient-ils ce virage anti-capitaliste sans broncher ? Bien sûr que non. Il va falloir l'affronter dans les urnes et surtout dans la rue. Ce qui encore une fois pose la nécessité d'entreprendre immédiatement la lutte pour l'indépendance. L'indépendance permettrait de se doter d'une Banque populaire du Québec qui aurait le pouvoir de contrôler les flux de capitaux non seulement internationaux mais aussi nationaux une fois les banques et les autres institutions financières expropriées. L'implantation d'un plan d'urgence anti-crise ne peut faire l'économie d'une mobilisation de la rue vers une grève générale pour affronter le capital.

**Marc Bonhomme, 5 décembre 2011**

[bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca) ; [www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com)